



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Israël et territoires palestiniens

Question au Gouvernement n° 997

Texte de la question

DÉLÉGATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE EN ISRAËL ET À GAZA

M. le président. La parole est à M. Renaud Muselier, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Renaud Muselier. Ma question s'adresse à M. le ministre des affaires étrangères.

Monsieur le président de l'Assemblée nationale, vous avez conduit, en Israël, en Cisjordanie et en Palestine, une mission parlementaire qui fut la première à se rendre à Gaza depuis la fin de la guerre. Elle était composée de M. Poniatowski, président de la commission des affaires étrangères, de M. Ayrault, président du groupe socialiste, de M. Sauvadet, président du groupe Nouveau Centre et de M. Lecoq, membre du groupe de la Gauche démocrate et républicaine, et de moi-même.

Nous avons été reçus par les plus hautes autorités : par le Président de la République et le Premier ministre en Israël ; par le Président de l'autorité palestinienne, le Premier ministre et le secrétaire général de l'OLP à Ramallah. Nous n'avons pas souhaité établir de contact avec le Hamas, qui ne respecte pas le droit international.

M. Guy Geoffroy. Très bien !

M. Renaud Muselier. À Sdérot, nous avons pu mesurer combien dramatique était l'angoisse de la population du sud d'Israël. À Gaza, nous avons rencontré la population et nous sommes rendus dans les zones industrielles dévastées ; nous nous sommes entretenus avec les ONG et avons aussi mesuré la terrible souffrance du peuple gazaoui.

Il est clair que la guerre ne résoudra rien et que seule une solution politique peut apporter la paix, solution qui passe par une réconciliation au sein de l'autorité palestinienne et par des négociations entre celle-ci et l'État d'Israël. Il faut également tenir compte de l'influence néfaste, sur le processus de paix et auprès du Hamas, de la Syrie et de l'Iran, dont la démarche vise à la destruction de l'État d'Israël.

L'attitude des Présidents Sarkozy et Moubarak a été saluée, de même que le respect de la trêve, bien qu'il soit aujourd'hui difficile. Toutefois, compte tenu des élections israéliennes - dont va émerger un nouveau gouvernement -, de l'acceptation, par le Président iranien, de la main tendue du Président Obama...

M. Jean-Paul Bacquet. C'était quand même autre chose que Kouchner !

Plusieurs députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. Et la question ?

M. Renaud Muselier. ...et de l'aide que peuvent apporter les pays musulmans au Fatah, quelle est la position de la France ? Quelle feuille de route notre pays se fixe-t-il afin que la médiation tant attendue soit fructueuse pour notre diplomatie et pour la paix dans cette région du monde ?

M. le président. La parole est à Mme Rama Yade, secrétaire d'État chargée des affaires étrangères et des droits de l'homme.

Mme Rama Yade, *secrétaire d'État chargée des affaires étrangères et des droits de l'homme*. Permettez-moi tout d'abord, monsieur Muselier, de saluer l'engagement des parlementaires français pour la recherche d'une solution au conflit israélo-palestinien. Après le débat qui s'est tenu dans cet hémicycle le 14 janvier dernier, votre présence sur place, monsieur le président de l'Assemblée nationale, à la tête d'une délégation où étaient représentés l'ensemble des groupes politiques, est un signe fort, à un moment crucial pour la paix dans la région.

Comme vous le savez, la France multiplie les efforts pour favoriser une sortie de crise et une trêve durable, seule à même d'alléger les souffrances des populations et de tracer une perspective politique. Répétons-le encore et toujours : il n'y a aura pas de solution militaire à Gaza.

Le Président de la République et le Premier ministre restent personnellement très engagés sur le dossier : la semaine dernière, le premier a reçu George Mitchell, l'envoyé spécial des États-Unis pour la paix au Moyen-Orient, et le second s'est entretenu avec le Président Abbas, réaffirmant le plein soutien de la France à l'autorité palestinienne. De son côté, Bernard Kouchner s'est entretenu avec Mme Clinton le 5 février. Comme nous, la nouvelle administration américaine considère qu'une trêve durable doit passer par la lutte contre le trafic d'armes et l'ouverture permanente des points de passage à Gaza. Enfin, le Président Moubarak était à Paris lundi pour faire un point sur les négociations au Caire. Il a invité le Président français à inaugurer la conférence du Caire, prévue le 2 mars prochain, sur le soutien à l'économie palestinienne et à la reconstruction de Gaza.

Je partage pleinement, monsieur le député, les conclusions formulées à l'issue de votre déplacement : si l'on veut faire aboutir le processus de paix, la réconciliation palestinienne est cruciale, comme l'est la relance des négociations entre Israël et l'OLP. Le gouvernement israélien qui sera formé après les élections d'hier s'engagera, nous en sommes convaincus, dans ce nouveau processus. C'est pourquoi la France soutient les efforts égyptiens en faveur de la réconciliation palestinienne ; elle appuiera tout gouvernement d'union nationale qui respectera les principes du processus de paix ; elle assumera tout son rôle dans le suivi de la conférence de Paris de décembre 2007, et participera au plus haut niveau à la conférence organisée au Caire le 2 mars prochain. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur quelques bancs du groupe NC.)*

Données clés

Auteur : [M. Renaud Muselier](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (5^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 997

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères et droits de l'homme

Ministère attributaire : Affaires étrangères et droits de l'homme

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 12 février 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 12 février 2009